



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Russie

Question écrite n° 51227

Texte de la question

M. Didier Quentin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'application du décret n° 2000-77, publié le 24 août 2000, concernant les emprunts russes. En effet, ce décret précise seulement les types de titres susceptibles de donner droit à une indemnisation. En revanche, il ne donne aucune précision sur le montant par titre et la date de versement. Le ministère des finances a annoncé récemment qu'il allait commencer à calculer le montant alloué à chacun des titres et qu'un décret complémentaire fixerait les modalités d'indemnisation. Il a également précisé que le versement des fonds devrait débuter vers la fin de l'année pour s'achever en 2001. Les porteurs ne comprennent pas ces délais et retards successifs et abusifs. C'est pourquoi il lui demande s'il entend agir pour que les sommes destinées aux porteurs soient débloquées dans les plus brefs délais.

Texte de la réponse

L'accord franco-russe du 27 mai 1997 charge la France de procéder à la répartition de la somme de 400 millions de dollars que la Russie a achevé de verser le 4 août dernier au titre de l'indemnisation des porteurs de titres russes et des ayants droit des victimes de spoliations subies en Russie avant le 9 mai 1945. Les principes d'indemnisation nécessaires à cette opération ont été insérés dans la loi de finances rectificative pour 1999 (art. 48) dont le Conseil constitutionnel a vérifié la conformité à la Constitution. Suivant les recommandations de la commission de suivi présidée par M. Jean-Claude Paye, conseiller d'Etat, le dispositif retenu prévoit que chaque porteur de valeurs mobilières et de liquidités ayant fait recenser des titres indemnissables recevra une indemnité composée d'un forfait et d'une part proportionnelle à la valeur de sa créance exprimée en francs-or de 1914 qui sera plafonnée. Un décret en Conseil d'Etat, publié au Journal officiel du 24 août dernier, vient de préciser la nature et l'origine des titres, créances et actifs indemnissables ainsi que les règles de valorisation de ces titres. Un décret simple précisera prochainement les conditions de versement des indemnités ainsi que les modalités pratiques de restitution des titres à leurs propriétaires. Les conditions légales et réglementaires du versement des indemnités aux ayants droit seront alors réunies. Le versement de l'indemnisation pourra ainsi commencer dès cette année.

Données clés

Auteur : [M. Didier Quentin](#)

Circonscription : Charente-Maritime (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 51227

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 septembre 2000, page 5463

Réponse publiée le : 6 novembre 2000, page 6364